

LE PROGRAMME DE CRÉATION DIRECTE D'EMPLOIS—
L'APPLICATION DANS LE SUD DE L'ONTARIO

M. Otto Jelinek (Halton): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Je me demande s'il comprend que notre pays doit avoir une industrie secondaire solide pour pouvoir offrir autre chose que des emplois temporaires, or cette industrie se trouve surtout dans le sud de l'Ontario et elle est affligée d'un taux de chômage très élevé. Par exemple, à Hamilton (Ontario), l'année dernière seulement, le chômage a plus que doublé.

Pourquoi le ministre n'a-t-il pas tenu compte de ce secteur de notre économie et des villes industrielles en cause lorsqu'il a établi ses nouveaux programmes d'aide? Mais ce qui est plus important encore, pourquoi ces villes n'ont-elles pas été visées par les programmes de subventions? Pourquoi les programmes sont-ils conçus par circonscription plutôt que par ville ou région? Enfin, à quoi le ministre et le gouvernement comptent-ils occuper tous les chômeurs des villes du sud de l'Ontario comme Hamilton et Dunnville, les plus durement touchées par le chômage?

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, le postulat que renferme la question du député est tout simplement incorrect. Le fait est que nous reconnaissons les problèmes qui affectent l'industrie secondaire dans le sud de l'Ontario, au Québec et dans les autres régions où elle est surtout établie. Mon ministère à lui seul a mis sur pied un programme de travail partagé en vertu duquel plus de 3,700 accords ont été signés. Cela a permis d'éviter près de 60,000 mises à pied, dont un grand nombre en Ontario et au Québec, et de garder ouvertes des usines de fabrication. Je pense que cela montre bien les mesures que nous prenons pour aider ces régions à traverser cette période très difficile.

Cependant, les principaux engagements ont été pris aux termes de contrats signés dans le secteur des exportations pour assurer du travail. Pour venir en aide à l'industrie automobile, le ministère de l'Industrie et du Commerce a permis que plus de subventions soient offertes dans le cadre du programme d'adaptation de l'industrie et de la main-d'œuvre. Cette industrie commence à reprendre vie.

Je ne dispose pas de suffisamment de temps pour énumérer toutes les mesures que nous avons prises. Cependant, je peux assurer au député que non seulement le gouvernement se soucie de la situation, mais qu'il a entrepris un grand nombre de programmes pour venir en aide aux industries de la région qu'a mentionnée le député en cette période de récession très difficile.

* * *

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU
MANITOBA

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Je voudrais signaler à la Chambre la présence à la tribune de l'honorable Roland Penner, procureur général de la province du Manitoba.

Des voix: Bravo!

Questions orales

LES MINES

LES AVIS D'EXPULSION REMIS À DES LOCATAIRES D'ELSA, AU
YUKON

M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert): Monsieur l'Orateur, c'est regrettable que le député du Yukon ne soit pas à la Chambre cet après-midi pour parler lui-même de la question que je veux soulever. Cependant, comme il n'est pas là, je poserai ma question au ministre d'État chargé des Mines.

Bon nombre d'habitants de la ville d'Elsa, au Yukon, habitent des maisons appartenant à la société minière depuis plus de 35 ans, mais ils seront expulsés le 31 août à cause de la fermeture temporaire des mines de la United Keno Hill. Cette fermeture pourrait toucher près de 200 employés et leur famille. Le ministre peut-il dire à la Chambre ce que son ministère fera pour éviter qu'Elsa soit évacuée comme Uranium City l'a été récemment puisque la plupart des employés ont indiqué qu'ils voulaient rester dans la localité? Plus précisément, le groupe de travail du ministre qui examine la situation des villes qui n'ont qu'une seule industrie est-il disposé à visiter Elsa . . .

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Je prie le député de bien vouloir poser sa question.

M. Hovdebo: Le groupe de travail du ministre est-il prêt à visiter la ville et à recommander un moyen d'éviter que ces employés soient obligés de quitter Elsa à cause de la fermeture temporaire des mines?

L'hon. Judy Erola (ministre d'État (Mines)): Monsieur l'Orateur, je suis heureuse de pouvoir répondre à la question du député parce qu'elle a trait à un problème tout à fait caractéristique des villes du Nord qui n'ont qu'une seule industrie.

Malheureusement, le groupe de travail a terminé ses visites et il est maintenant en train de rédiger son rapport. Il ne fera donc plus de visites aux localités, mais je lui ferai volontiers part de ce problème. Entre-temps, je conseille au député d'examiner les projets de création d'emplois du gouvernement. Nous pourrions peut-être mettre quelque chose sur pied pour fournir aux habitants de cette ville les emplois dont ils ont besoin.

Je rappelle au député que les effectifs ont été réduits selon un système de mise en attente parce que le prix de l'argent est tombé à \$8 et que les coûts de production sont trop élevés. Il est absolument essentiel que le prix atteigne \$13.50 pour maintenir la production. Entre-temps, je lui recommande de consulter les fonctionnaires du ministère pour mettre au point un programme qui permettra à certains de ces employés de continuer à travailler dans leur localité. Nous accepterons volontiers de l'aider.

● (1440)

ON DEMANDE QUE DES MESURES SOIENT PRISES POUR ÉVITER
DES ÉVICTIONS

M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert): Monsieur l'Orateur, je rappelle à madame le Ministre que son voisin de bureau a annoncé que les 300 millions de dollars qui seront dépensés dans le cadre de programmes de créations d'emplois comprendraient 41 millions de dollars qui seront affectés à des caisses de création directe d'emplois l'automne et l'hiver prochains dans les localités touchées par des licenciements inattendus. Le ministre d'État chargé des Mines se chargera-t-elle de coordonner le travail de son voisin de bureau et du ministre des